

Retrouver la mobilité sociale

Imaginer la France dans dix ans suppose d'abord de surmonter le déficit de projection dans l'avenir qui caractérise l'actuel pessimisme hexagonal. Indice de cette inquiétude de l'avenir, le manque de confiance — confiance entre citoyens, confiance envers les institutions, confiance dans l'avenir — atteint des sommets. Et l'Etat semble mal équipé pour répondre à une crise de « confiance », une notion difficile à manier en termes de dispositifs publics. Comment en effet « produire » un sentiment collectif qui est justement la pré-condition d'un projet commun ou, au mieux, un résultat indirect d'une action publique bien menée ? Les institutions de la protection sociale garantissent une solidarité concrète, qui est la forme organisée la plus proche de notre idéal de « fraternité ». Mais pourquoi parle-t-on désormais plus volontiers de « confiance » que de « solidarité » ? Avec la crise du travail et de l'Etat-providence, le lien social n'apparaît plus soutenu et renforcé par la solidarité mécanique du monde salarial ou par le traitement homogène et égalitaire des citoyens dans l'esprit du service public. On évoque donc, en amont des effets anti-égalitaires de la redistribution, un lien pré-politique qui fortifie l'adhésion au principe même de la vie collective.

Quelles sont donc les stratégies d'action publique propres à rétablir ce lien minimal entre les individus qu'on dénomme désormais « cohésion sociale » ? Cette interrogation dépasse les confrontations politiques sur la rigueur ou le retour à l'équilibre des comptes sociaux, qui portent pour l'essentiel sur le juste niveau des prestations prélevées et redistribuées. C'est en effet la compréhension même de la dynamique inégalitaire actuelle qui est en jeu. Le malaise de la crise en cours n'est pas seulement dû au ralentissement économique mais surtout à l'illisibilité des nouvelles inégalités qui en découle : tout le monde pense porter l'essentiel de l'effort collectif, ou se sent autorisé à s'en plaindre. Car le système d'assurance et de mutualisation qui fonctionnait pour un monde salarial stable, inspiré par un modèle industriel, découpant la population en catégories homogènes, avec la certitude qu'une croissance indéfinie apaiserait à terme toutes les contradictions ne permet plus aujourd'hui de limiter les effets inégalitaires de l'économie. C'est pourquoi l'approche catégorielle du malaise social est d'avance vouée à l'échec. Les transferts de revenus (maladie, chômage, retraite) ne suffisent plus à construire des sécurités valables pour tous car les inégalités dépendent désormais aussi des opportunités ouvertes aux individus et à leurs capacités à les saisir. Se sentir partie prenante du projet collectif, c'est-à-dire accorder de la confiance aux institutions, c'est pouvoir vérifier qu'on bénéficie d'un accès à des opportunités de formation, de travail, de reconnaissance à peu près égal à la moyenne de ses concitoyens (ou aux représentations qu'on en a, d'où l'importance de rendre le pays moins opaque à lui-même).

Pour restaurer un projet républicain d'émancipation intégratrice, il faut donc avant tout renouer avec une promesse de promotion individuelle qui brise les déterminants sociaux. Or, tout à l'inverse, dans une économie de croissance faible, le destin social se renforce. En effet, la reproduction des situations acquises, comme le montre Thomas Piketty dans *le Capital au XXI^e siècle*, est d'autant plus pesante que la croissance est faible, surtout quand les logiques redistributives recueillent moins l'adhésion. L'augmentation des inégalités n'est pas une erreur de représentation : nous vivons depuis bientôt une génération une phase de divergence des conditions sociales qui ne sera pas rééquilibrée par les seules forces du marché. Dans ces conditions, la possibilité

de progresser dans la société se réduit et la valeur des promesses républicaines d'égalité des chances s'effrite rapidement. En outre, ces inégalités croissantes s'inscrivent visiblement dans la géographie, avec une forte inégalité, parfois à une échelle très fine, des situations locales en ce qui concerne l'accès au logement, la qualité de l'école, les opportunités d'emploi (voir les travaux du géographe Laurent Davezies).

Or, c'est justement au niveau local que la « cohésion » sociale apparaît comme une ressource pour remettre les individus en mouvement. On observe en effet, à l'échelle du territoire, un lien fort entre la vitalité des liens sociaux (appréciée par exemple à travers le nombre d'associations mais aussi un urbanisme accueillant, une architecture qui facilite les relations de voisinage...), la crédibilité des services publics et les opportunités économiques. C'est donc avant tout au niveau local que l'idée de cohésion peut trouver à s'illustrer, au-delà des morceaux de bravoure de la rhétorique « républicaine ». L'action publique doit donc chercher à favoriser des synergies positives entre civilité locale, mobilisation des acteurs (pas seulement des acteurs publics) et perspectives d'emploi. La mobilité ascendante part du local mais n'enferme pas dans le territoire. C'est à partir de ses liens locaux qu'un individu peut se mettre en mouvement et retrouver le sens d'une devise républicaine devenue bien abstraite. Encore faut-il que les pouvoirs publics arrivent à énoncer un projet territorial qui organise clairement les responsabilités de chaque niveau représentatif...

Marc-Olivier Padis

Directeur de la rédaction de la revue Esprit